

La République, avec le peuple

PIERRE DHARRÉVILLE, dirigeant national du PCF, secrétaire des Bouches-du-Rhône.

L'effroi, bien sûr. Et immédiatement la révolte. Les actes commis sont une monstruosité abyssale. Ce n'est pas simplement « la France » qui est visée il y a eu des attentats au Liban la veille c'est l'humanité, l'humanité populaire. Devant la gravité extrême de la situation, il faut agir, et il faut réfléchir. On ne peut pas se contenter de fonctionner sur des pulsions pour faire face. La première idée qui vient à notre lucidité, c'est d'en appeler à l'esprit de résistance, parce que nous devons nous dresser devant l'inacceptable et que, comme l'histoire nous l'a appris, c'est en portant des idéaux que l'on affronte les ténèbres. Or on ne fera pas redémarrer une société en panne sur des logiques de repli. Juguler la peur, donc. Ne pas la nier, mais la nommer, la circonscrire. Pour cela, agir pour la sécurité des hommes et des femmes qui vivent dans notre pays, en se gardant de dérives sécuritaires. Mais scander un chant martial, s'afficher en « impitoyable » récipiendaire d'un droit de châtement, est-ce là une façon sérieuse de maîtriser la peur partagée? Est-ce la meilleure manière d'analyser froidement le réel, y compris les quinze années d'ardeur des grandes puissances à intervenir militairement pour des objectifs néocoloniaux ardeur qui n'a eu d'égale que la faiblesse de leur activité diplomatique pour construire la paix ? Ou bien s'agit-il d'une tentative peu avouable d'embarquer une société fragilisée comme une pauvre remorque, pour la garder sous contrôle? Les mots ont un sens. La guerre, l'état de guerre, c'est une situation bien précise. Il faut refuser cet engrenage et agir pour stopper la violence. Et si le ressort de la vengeance devait être utilisé, cela ne pourrait déboucher que sur de nouvelles catastrophes. Convoquée de droite et de gauche, la République peut-elle se réduire à être le contraire du terrorisme? Avant que le drame ne survienne, la République était bien essoufflée. Se contenter de la porter aux nues comme une invocation magique ne suffira pas. Profiter de l'urgence pour jeter sur la table une modification de la Constitution allant en sens inverse du nécessaire ne trompera personne. Plutôt que d'inventer de nouveaux régimes d'exception, ne faut-il pas inventer les moyens d'une maîtrise démocratique des mesures d'urgence éventuelles? Mais non, pour les forces dominantes, la République est un truc qui vous tombe dessus. L'injonction à l'unité nationale relève de la même démarche. Bien sûr qu'il faut chercher à rassembler. Mais l'unité nationale ne peut se faire que sur les valeurs de la République et sur la construction d'une société de paix. Si la République devait se dénaturer pour faire face, alors elle s'engagerait dans une forme de capitulation. C'est pourquoi les valeurs républicaines de la France, dans ce contexte, sont un atout essentiel. Mais avec les actes qui suivent. Tout ce qui nous permet de faire société a été attaqué par la volonté des forces de la finance et c'est toute l'austérité qu'il faut remettre en cause, en matière de culture, d'éducation, de santé, etc. et pas simplement l'austérité des budgets de la Défense et de l'Intérieur. La prise de pouvoir d'une petite oligarchie sur les États fait partie des questions lourdes. La domination capitaliste est au coeur du problème. C'est pourquoi il faut s'opposer à tout ce qui portera atteinte à la capacité de notre peuple. Le risque, c'est que les aspirations émancipatrices soient étouffées. Or, c'est en s'appuyant sur les forces populaires que pourront s'inventer des jours meilleurs, pas en les brimant.